

Adresse électronique: .....  
Date: ..... Signature: .....  
Adresse: .....  
Nom, Prénom: .....

Je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) de la brochure *Un legs pour un monde plus juste*

Je souhaite être plus actif au sein de la Déclaration de Berne dans ma région  
(par exemple: tenue d'un stand, présence à des manifestations locales)

Je souhaite devenir membre de la Déclaration de Berne  
(cotisation annuelle: Fr. 50.-, revue *Solidaire* incluse; Fr. 25.- apprentis, étudiants, chômeurs, AVS. Envoi à l'étranger: € 40.-)

dépliant(s) de présentation

bulletin(s) de versement

rapport(s) annuel(s) 2004



Editeur: La Déclaration de Berne, Association suisse pour un développement solidaire Rédacteur responsable: Jean-Claude Huot Graphisme: Isabella Carpicci Hähne Ce rapport d'activités est un supplément de *Vers un développement Solidaire* N° 180, avril 2005

Déclaration de Berne  
Rue de Genève 52  
1004 Lausanne  
Tél. 021 620 03 03  
Fax 021 620 03 00  
Courriel: info@ladb.ch  
Web: www.ladb.ch  
CP 10-10813-5  
Erklärung von Bern  
Quellenstrasse 25  
Postfach 1327  
8031 Zürich  
Tel. 01 277 70 00  
Fax 01 277 70 01  
Courriel: info@evb.ch  
Web: www.evb.ch  
Dichiarazione di Berna  
Casella Postale 1356  
6501 Bellinzona  
dichiarazione@berna@bluwin.ch  
Web: www.ladb.ch

La Déclaration de Berne, Association suisse pour un développement solidaire, défend la cause des populations défavorisées des pays du Sud. Indépendante sur les plans politique, financier et religieux, elle agit principalement auprès des décideurs politiques et économes. Ses campagnes de sensibilisation et ses actions offrent à chacun la possibilité de contribuer à l'édition d'un monde plus juste, fondé sur le respect de la dignité humaine et de l'environnement. La DB réalise également un important travail d'information par le biais de sa revue *Vers un développement Solidaire*. Elle intervient sur des thèmes comme l'alimentation, le commerce, les droits humains, les finances internationales, l'environnement ou la santé.



# LA DÉCLARATION DE BERNE ACTIVITÉS 2004

Association suisse pour un développement solidaire



# LE MOT

**DU PRÉSIDENT** «Nous décidons de réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population mondiale dont le revenu est inférieur à un dollar par jour et celle des personnes qui souffrent de la faim et de réduire de moitié, d'ici à la même date, la proportion des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable ou qui n'ont pas les moyens de s'en procurer», dit le premier objectif de la déclaration du millénaire des Nations Unies. Tant de chantiers sur la route vers un monde plus équitable. D'où la conviction de la Déclaration de Berne qu'il faut agir ici, dans notre pays, et que la responsabilité du développement économique

et social, de la paix et de la sécurité doit être partagée entre tous. En 2004, nous avons démontré notre engagement, entre autres, par la campagne «l'évasion fiscale, la fin du silence» et par les actions menées pour notre campagne «Se soigner®: un droit pour tous» pour l'accès aux médicaments et contre les abus des brevets.

Au nom du comité romand, je remercie nos secrétaires pour leur engagement intense, et vous chers membres, pour votre soutien infaillible.



Patrick Darlot

Dorothee Thébert

Gérard Escher  
Président romand

## LE COMITÉ

Le comité romand a tenu huit séances en 2004, dont une journée au vert. Il a effectué une évaluation du fonctionnement des organes exécutifs de la DB romande. Il en est résulté des modifications dans le suivi des programmes de travail et la répartition des tâches à l'intérieur du comité. Le bureau a été supprimé.

Deux démissions et une demande de congé sont intervenues en cours d'année. Une personne est venue renforcer le comité (*voir liste des membres ci-dessous*). Nous attendons d'autres candidatures. Le président, Gérard Escher, a également annoncé sa démission, effective au début de 2005. Mireille Dubois a été élue vice-présidente et assumera l'intérim.

BICKEL Jean-François / CARERA Mario (en congé) / DUBOIS Mireille, vice-présidente / ESCHER Gérard, président / HÉRITIER LACHAT Anne (jusqu'en septembre) / ISELIN Henri / LENGGENHAGER Yann / LUGON-MOULIN NDAKEBUKA Anne / MAC CALL Brian (jusqu'en septembre) / ROCHAT Laurent (dès octobre) / SOGUEL Patrick

**LE SECRÉTARIAT ROMAND** GERBER Florence (gerber@ladb.ch), économie internationale, droits humains et multinationales, campagne Clean Clothes / HUOT Jean-Claude (huot@ladb.ch), évasion fiscale, FMI-Banque mondiale, Solidaire / JEANNOTAT Françoise (jeannotat@ladb.ch), gestion des membres, administration, finances / REINHARD Julien (reinhard@ladb.ch), santé, alimentation, culture, environnement, promotion.

L'équipe des permanents a été épaulée, tout au long de l'année, par des stagiaires. Guy Krenger, Laurent Charlet et Jude Schindelholz se sont succédé en tant que civilistes. Tanja Guggenbühl a effectué un stage de six mois dans le cadre des mesures d'insertion professionnelle de l'assurance-chômage.

**LA DB EST MEMBRE DE NOMBREUX RÉSEAUX** qu'elle soutient et qu'elle a souvent contribué à lancer: Actares (www.actares.ch), Aidsfocus.ch (www.aidsfocus.ch), attac (www.attac.org), Campagne Clean Clothes (www.cleanclothes.ch), Campagne suisse contre les mines antipersonnel (www.stopmines.ch), Coordination Suisse de la Campagne pour le désendettement et les réparations en Afrique du Sud (www.apartheid-reparations.ch), Fédération genevoise de coopération (www.fgc.ch), Fédération vaudoise de coopération (www.fedevaco.ch), Festival international de films de Fribourg (www.fiff.ch), Fondation Education et Développement (www.globaleducation.ch), Forum social suisse (www.socialforum.ch), Réseau international pour la justice fiscale (www.taxjustice.net), Solifonds (www.solifonds.ch).

**LE SOLIDAIRE** La revue de la Déclaration de Berne est parue cinq fois. Organe d'opinion et d'information, Le *Solidaire* a permis, cette année, de révéler des dossiers sensibles comme les dispositions relatives à la propriété intellectuelle dans les accords commerciaux bilatéraux, de débroussailler des thèmes complexes comme les principes et lignes directrices censés empêcher les multinationales de violer les droits humains, d'informer des suites de campagnes en cours, à l'instar de celle sur l'évasion fiscale. Merci à celles et ceux qui apprécient le *Solidaire* et le disent. Continuez de le faire connaître, vous soutenez ainsi l'engagement de la DB.

**LE GROUPE DE LIAISON** Ce groupe est destiné à celles et ceux qui souhaitent s'investir davantage dans la DB. Ces personnes reçoivent des informations complémentaires et sont sollicitées de temps à autre pour animer des stands ou pour d'autres tâches particulières. **Vous pouvez vous inscrire au groupe de liaison** (*talon-réponse au dos du présent rapport*). Participer à une action permet d'échanger expériences, convictions et savoir-faire. Par cet intermédiaire, vous pouvez également contribuer à la création de groupes locaux.

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE** Événement exceptionnel, le 15 mai 2004: l'assemblée a commencé sur l'île Rousseau, à Genève, transformée pour l'occasion en place financière offshore grâce au talent de trois acteurs de la troupe Brigade d'intervention clownesque. Une visite commentée du quartier des banques et une conférence du Péruvien Oscar Ugarteche ont complété la partie thématique dédiée à l'évasion fiscale. L'assemblée générale elle-même s'est ensuite déroulée selon les règles statutaires.

Françoise Jeannotat  
Administration et finances



## PAS D'ACCORDS COMMERCIAUX SUR LE DOS DES MALADES!

En juin, la DB a dénoncé les conséquences négatives sur l'accès aux médicaments contre le sida d'un accord bilatéral en négociation entre la Suisse et l'Afrique du Sud, où 20% de la population adulte vit avec le virus du sida. Sous l'impulsion de la DB, 58 organisations des pays concernés par les négociations ont demandé à leur gouvernement d'exclure la propriété intellectuelle de cet accord (*lire aussi en page 4*).

**LE TRAFIC ILLICITE DES BIENS CULTURELS** En juin 2004, la DB a lancé la campagne «Non au pillage des biens culturels!» pour convaincre les commerçants d'art et d'antiquité, collectionneurs, coopérants, touristes et musées de ne pas acquérir d'objets culturels des pays en développement volés ou issus du commerce illicite. Le matériel de sensibilisation a été largement diffusé: le CICR, par exemple, l'a distribué à ses futurs délégués (*lire aussi en page 4*).

**EVASION FISCALE: LE SILENCE BRISÉ!** La campagne lancée en janvier 2004 par la DB voulait mettre fin au silence: mission accomplie! Notre revendication - l'entraide judiciaire pour l'évasion fiscale comme pour la fraude fiscale - inquiète visiblement les milieux bancaires. Soutenue par une vingtaine d'organisations, cette campagne a permis l'envoi de quelques milliers de cartes postales au Conseil fédéral. (*lire aussi en page 6*).

**JOUEZ LE JEU POUR LES JO!** Dans le cadre de l'action internationale de la campagne Clean Clothes à l'occasion des Jeux olympiques d'Athènes, la DB a mené une action dans les rues de Lausanne, le 24 juin, pour dénoncer les conditions de travail désastreuses de l'industrie des articles de sport. En septembre, près de 5200 signatures récoltées en Suisse ont été remises au Comité international olympique pour qu'il remédie à cette situation (*lire aussi en page 9*).

Pour en savoir plus sur nos actions et nos campagnes, consultez régulièrement notre site internet, [www.ladb.ch](http://www.ladb.ch). Il est régulièrement mis à jour.

# S

**ANTÉ ET ACCÈS AUX MÉDICAMENTS** La Déclaration de Berne refuse que la protection des brevets empêche l'accès aux médicaments essentiels et vitaux dans les pays en développement.

En 2004, la DB a révélé que la Suisse utilise les accords bilatéraux de l'Association européenne de libre échange (AELE) avec les pays en développement pour renforcer, dans ces derniers, la protection de la propriété intellectuelle. La DB a publié un rapport à ce sujet. Elle exige que l'accord en négociation entre l'AELE et les pays de la Southern African Custom Union (Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland) ne contienne aucune disposition qui restreigne l'accès aux médicaments. En juin, elle a invité Denis Matwa de la *Treatment Action Campaign* (campagne pour le traitement du sida) d'Afrique du Sud à rencontrer les négociateurs et parlementaires suisses.

Dans le cadre de sa campagne «Se soigner®: un droit pour tous, aussi dans les pays pauvres!», la DB demande que la Suisse s'engage plus sérieusement pour le traitement du VIH/sida dans les pays en développement. Elle a invité Jeanne Gapiya Niyonzima, cofondatrice d'une association burundaise qui traite aujourd'hui plus d'un millier de malades du sida, à témoigner de son expérience.

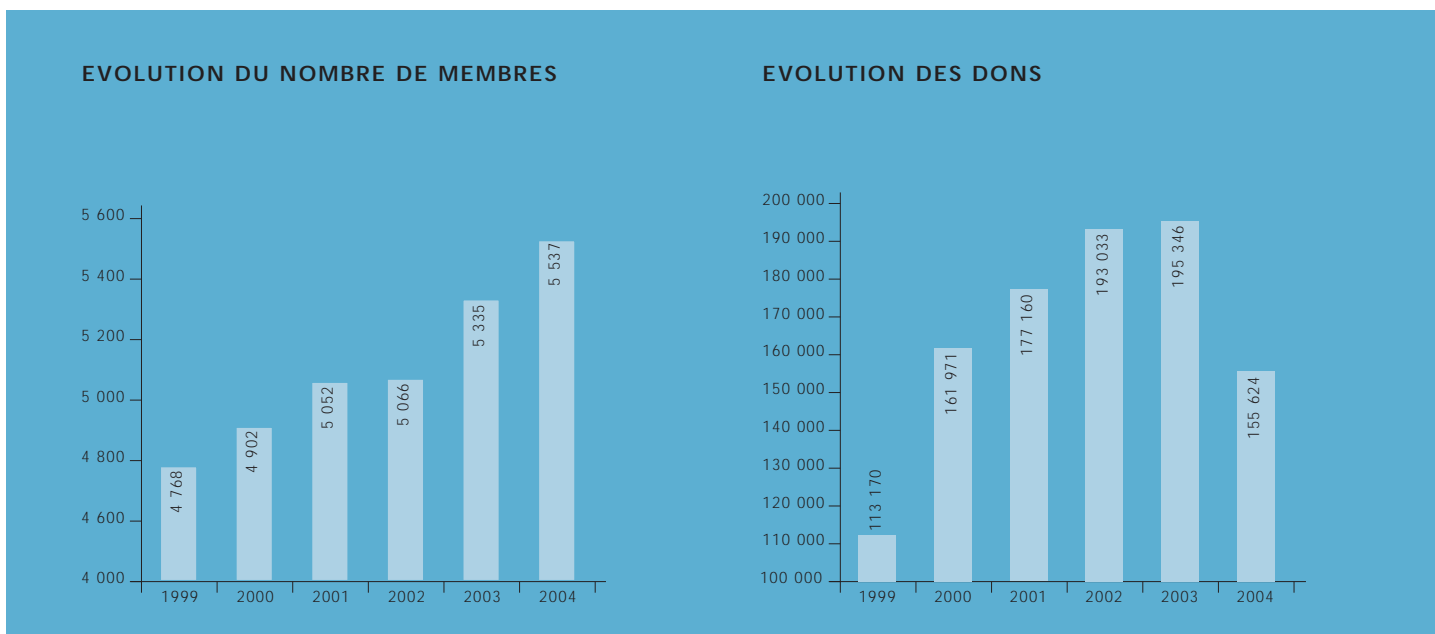
La DB est intervenue à l'assemblée générale d'Hoffmann-La Roche pour dénoncer sa politique de prix. En juin, Roche a baissé le prix de ses antirétroviraux essentiels d'un tiers dans les pays à revenu intermédiaire.

*Vers un développement Solidaire N° 175, 177, 178*

**NON AU PILLAGE DES BIENS CULTURELS!** La DB refuse le trafic illicite de biens culturels des pays du Sud vers la Suisse.

En juin 2004, elle a lancé la campagne «Non au pillage des biens culturels!». Son but: informer les acheteurs potentiels des exigences de la nouvelle loi fédérale sur le transfert international de biens culturels et les convaincre de renoncer à acquérir des objets volés ou issus du commerce illicite. Plus de 30 000 brochures et dépliants de sensibilisation ont été diffusés, notamment aux collaborateurs du CICR et de la Fondation Terre des hommes, aux soldats suisses envoyés à l'étranger, aux musées publics et privés membres de l'Association suisse des musées, ainsi qu'aux clients de plusieurs agences de voyages.

*Vers un développement Solidaire N° 174, 176*



En 2004, bien que le nombre de membres et abonnés suive sa courbe ascendante, nous constatons malheureusement une nette baisse des dons. Tout en remerciant chaleureusement nos membres et abonnés de leur fidélité et générosité, nous tenons aussi à rappeler l'importance de leur soutien, qui représente 83% de nos recettes totales. C'est grâce à ces contributions que la DB peut préserver son indépendance et poursuivre son travail en faveur d'un monde plus juste.

Merci d'avance de votre engagement et de votre confiance!

**ETAT AU 31 DÉCEMBRE 2004**

<b>BILAN</b>	<b>31.12.2004</b>
Liquidités et titres	183'904.79
Mobilier	21'400.00
Débiteurs	18'394.00
Actifs transitoires	10'591.60
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>234'290.39</b>
Créanciers fournisseurs	3'435.40
Réserves	49'000.00
Passifs transitoires	7'582.40
Capital	174'272.59
<b>TOTAL PASSIFS</b>	<b>234'290.39</b>

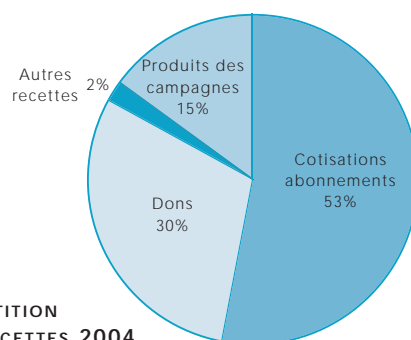
**COMPTES 2004 (du 01.01 au 31.12.2004)**

<b>COMPTES D'EXPLOITATION</b>	<b>31.12.2004</b>
Frais du personnel	346'662.85
Frais de publication (Solidaire...)	38'827.46
Fonctionnement et documentation	100'411.61
Amortissements	4'405.00
Frais des campagnes	53'778.89
<b>CHARGES TOTALES</b>	<b>544'085.81</b>
Cotisations, abonnements, dons	432'473.56
Autres recettes	10'159.95
Produits des campagnes	76'845.20
<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>519'478.71</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>-24'607.10</b>

Les comptes de la DB au 31.12.2004 se soldent par un déficit de 24 607,10 francs.

Ils couvrent pour la première fois l'année civile. Nous n'en ferons aucun commentaire particulier, le bilan et le compte de pertes et profits ne pouvant pas être directement mis en perspective avec les résultats de l'an précédent (qui portaient sur 15 mois pour effectuer ce passage à l'année civile).

**Les comptes 2004 seront soumis à l'assemblée générale du 23 avril.**



**ALIMENTATION, AGRICULTURE ET BIODIVERSITÉ** La DB s'engage pour une agriculture qui permette aux paysans de vivre décemment de leur travail, qui protège l'environnement et la biodiversité. La DB rejette l'appropriation des plantes vivrières, de la biodiversité et des savoirs traditionnels par des intérêts privés.

En mai, la DB a publié un dossier sur les OGM. Elle a pris position sur le projet de révision de la loi fédérale visant à autoriser le brevetage du vivant. En octobre, elle a formé une large coalition de 40 organisations suisses pour s'opposer aux brevets sur le vivant.

La DB a poursuivi la campagne «Halte au paraquat!» pour que Syngenta retire son herbicide, dangereux pour l'environnement et la santé. En août, elle a dénoncé, avec le *Pesticide Action Network*, les méthodes douteuses de la campagne de promotion du paraquat auprès des agriculteurs thaïlandais.

*Vers un développement Solidaire N° 174, 175, 178*

Dorothee Thébert

UNESCO



Julien Reinhard  
Santé, culture et alimentation

# la pression continue



Jean-Claude Huot  
Finances Internationales

## E

**EVASION FISCALE** La Déclaration de Berne demande que les gouvernements étrangers, en particulier des pays du Sud, puissent identifier et imposer les fortunes déposées en Suisse par leurs contribuables. Ces pays ont besoin de ces ressources fiscales pour leur développement. La campagne lancée en janvier avec la Communauté de travail des oeuvres d'entraide et le soutien d'une vingtaine d'associations, demande que l'évasion fiscale soit pénalement répréhensible comme l'est déjà la fraude fiscale.

Cette campagne a provoqué des réactions courroucées des milieux bancaires. L'association suisse des banquiers en a fait l'un des thèmes centraux de sa conférence de presse annuelle. Le Conseil fédéral a répondu aux milliers de cartes postales reçues en suivant la même argumentation que les banques.

Conférences publiques, interventions dans la presse, participation à des tables rondes et des débats, les interventions de la DB ont été régulières tout au long de l'année. L'usage des paradis fiscaux par une entreprise suisse, les faiblesses de l'Accord sur la fiscalité de l'épargne avec l'UE ont également été dénoncés.

*Vers un développement Solidaire N° 174, 177, 178*

**LA SECTION ALÉMANIQUE – ERKLÄRUNG VON BERN** La section alémanique a débuté l'année avec la cinquième conférence The Public Eye on Davos, ouverte par Mary Robinson, ancienne haut commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme. Le thème principal était les instruments juridiques visant à concrétiser la responsabilité des entreprises.

La campagne sur l'évasion fiscale en janvier, les actions sur les biens culturels et sur les jeux olympiques en été, la session sur le FMI en novembre ont été quelques unes des activités menées sur le plan national. Au cours de cette année olympique, la section alémanique a organisé des actions dans sept villes avec l'Union syndicale suisse et attac dans le cadre de la campagne Clean Clothes. Elle a en outre réalisé, avec la fondation pour la protection des consommateurs (Stiftung für Konsumentenschutz), une analyse des conditions de production de vêtements pour 29 entreprises. Le secrétariat alémanique de la DB a suivi l'élaboration d'une convention de l'Unesco pour la protection de la diversité culturelle, menacée par la politique de l'OMC. Dans le cadre de l'Année du riz des Nations Unies, il a mené, avec SWISSAID et Greenpeace, une campagne d'information sur le riz transgénique. Finalement, deux prises de positions ont été publiées pour s'opposer aux exigences de la Suisse à l'OMC en matière d'ouverture des marchés des pays en développement dans les domaines de la finance et du tourisme.

Marianne Hochuli

**LA SECTION TESSINOISE – DICHIRAZIONE DI BERNA** La section tessinoise de la DB (Dichirazione di Berna) s'est principalement occupée de la Banque mondiale et du FMI ainsi que de la campagne «Jouez le jeu pour les JO».

La DB tessinoise a organisé le 4 juin, à Bellinzona, une conférence publique pendant laquelle A. Tricario (de la Campagne pour la réforme de la Banque mondiale, Rome), a tiré un bilan critique des 60 ans des institutions de Bretton Woods. Le point fort de la campagne «Jouez le jeu pour les JO- Respectez les droits des travailleuses de l'industrie des articles de sport!» a eu lieu le 3 août, avec la participation de Christer Cantoni, hockeyeur du HC Lugano: vingt six cyclistes de Belgique et de Hollande (Tour à vélo solidaire de Louvain à Athènes) ont été accueillis à Bellinzona. La Télévision suisse italienne a diffusé des images de l'événement.

En janvier 2004, la DB tessinoise a soutenu la section alémanique au Public Eye on Davos et s'est chargée du travail médiatique en italien. En juillet, elle a participé à l'émission de radio *Le parole dell'economia* de la chaîne tessinoise Rete Due. En octobre, elle a organisé, avec les Magasins du Monde, un stand pour promouvoir le café du commerce équitable.

Fabrizio Cioldi



Comité suisse

A

**L'ORIGINE, EN 1968**, la «Déclaration de Berne» était bien une déclaration. Rédigé par un groupe mené par le pasteur André Biéler et signé par des personnes de tous horizons, ce manifeste demandait un accroissement de l'aide au développement et des relations plus justes entre la Suisse et les pays du Sud. C'est sur cette base qu'est née l'Association suisse pour un développement solidaire, la «Déclaration de Berne». Agir ici en Suisse, pour un monde plus juste, reste nécessaire. Rappel de quelques campagnes et actions.

**1974** Première action en faveur d'un commerce plus juste avec le tiers monde grâce au café Ujamaa de Tanzanie. **1975** Publication de la brochure «Nestlé tue-t-il les bébés?». **1982** La DB appelle au boycott des pommes *Granny-Smith* d'Afrique du Sud alors sous le régime de l'apartheid. **1989** La petite boîte «Mediminus» présentant une douzaine de médicaments néfastes ou inutiles remporte un franc succès. **1992** Campagne «Pour une Suisse sans capitaux en fuite». Avec 200 organisations, la DB demande un renforcement de l'entraide judiciaire en cas de fuite des capitaux. **1997** Les campagnes «Let's go fair, vers des chaussures produites dans la dignité» permettent de réunir 200 000 cartes postales. **1999** Lancement de la campagne «Clean Clothes» pour des habits produits dans la dignité. **2002** La campagne «Halte au paraquat!» demande à l'entreprise Syngenta de retirer ce pesticide du marché. **2003** Lancement de la campagne «Se soigner®: un droit pour tous, aussi dans les pays pauvres!» qui demande de subordonner la protection de la propriété intellectuelle à l'accès aux médicaments pour les plus pauvres.

**ASSURANCE PUBLIQUE POUR LES EXPORTATIONS PRIVÉES** La Déclaration de Berne demande que les crédits à l'exportation accordés par la Confédération respectent les critères environnementaux et sociaux établis par l'OCDE. Elle refuse également un simple transfert de risque du secteur privé vers les pouvoirs publics.

Les Chambres fédérales ont été saisies d'un message visant à transformer l'ancienne Garantie contre les risques à l'exportation en Assurance suisse contre les risques à l'exportation. La Déclaration de Berne a participé à la procédure de consultation qui a précédé. Elle demandait la création d'un organe consultatif dont feraient partie les ONG afin d'examiner les crédits les plus dangereux pour l'environnement et les droits humains. Un tel organe est inclus dans la loi soumise au législateur. Par contre, ce projet prévoit encore la couverture des risques liés aux difficultés de paiement encourus par les exportateurs suisses, même si leurs clients ne disposent d'aucune garantie bancaire ou publique.

*Vers un développement Solidaire N° 175*

**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL** La Déclaration de Berne demande que la dette des pays du Sud soit annulée et que les conditions liées aux prêts des institutions financières internationales favorisent vraiment les populations les plus pauvres.

Le 27 novembre à Berne, la Déclaration de Berne a organisé une session nationale sur le rôle du FMI dans le combat contre la pauvreté. Plus de cent participants, les interventions de femmes engagées dans la société civile de plusieurs pays du Sud et du membre suisse au Conseil d'administration du FMI ont, entre autres, animé les débats. Le constat fut brutal: les ajustements macroéconomiques demandés par le FMI bénéficient aux élites locales qui peuvent exporter et importer biens, services et capitaux, alors que la paysannerie et l'économie informelle restent sur la touche. Or, ce sont dans ces secteurs que travaillent les pauvres, supposés bénéficier des stratégies de lutte contre la pauvreté du FMI. La pression des ONG, dont la DB, reste plus que nécessaire pour changer la nature des politiques économiques soutenues par le FMI.

*Vers un développement Solidaire N° 177, 179*

# M

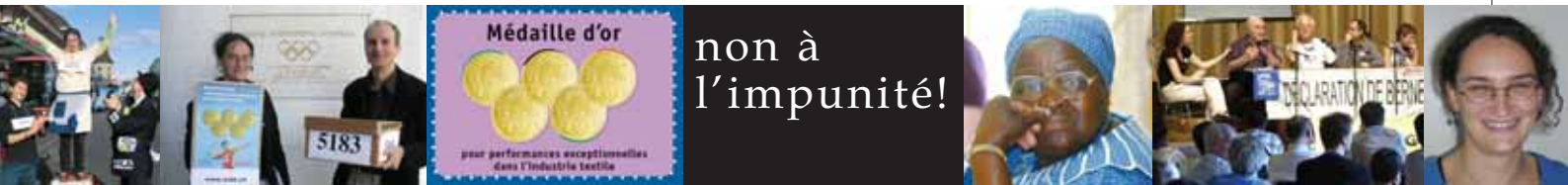
**MULTINATIONALES ET DROITS HUMAINS** La Déclaration de Berne s'engage pour que les entreprises respectent les droits humains et l'environnement. Elle souligne la nécessité d'une réglementation internationale contraignante des multinationales. En 2004, elle a suivi de près la session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, qui débattait notamment des Normes sur la responsabilité des transnationales élaborées par la Sous-commission de l'ONU. La DB soutient ce texte. Elle a aussi participé à la consultation organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les initiatives existantes en matière de responsabilité des sociétés transnationales.

*Vers un développement Solidaire N° 175*

**RÉSISTANCE À NESTLÉ** En juin 2004, la DB a co-organisé le Forum «Résister à l'empire Nestlé». Il a attiré, à Vevey, 350 personnes qui ont pu s'informer et débattre des pratiques de Nestlé dans le monde. Pompage illégal d'eaux de source au Brésil, droits syndicaux bafoués en Colombie, infractions au Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, tels furent quelques-uns des problèmes abordés. La mainmise croissante des multinationales sur l'agriculture, leur volonté d'imposer les OGM dans l'alimentation et les conséquences de la privatisation de l'eau ont été critiquées par les intervenants.

*Vers un développement Solidaire N° 178*

Florence Gerber  
Economie internationale



Keystone

Studio Curchod

**APARTHEID: DROIT AUX RÉPARATIONS** La DB soutient les victimes de l'apartheid dans leurs demandes en réparation. Le Credit Suisse et l'UBS figurent parmi les entreprises accusées de complicité avec les crimes du régime raciste d'Afrique du Sud. Dix ans après la fin de l'apartheid, la question reste ouverte. En novembre 2004, le juge new-yorkais en charge du dossier a rejeté ces demandes en réparation. Les avocats feront recours. Ce cas pourrait faire jurisprudence quant à la responsabilité des multinationales en matière de respect des droits humains.

La DB a aussi pris position en faveur de l'*Alien Tort Claims Act*, la loi étasunienne dans le cadre de laquelle ont été déposées ces plaintes. Cette loi a subi les attaques des milieux d'affaires et de gouvernements, dont le Conseil fédéral et l'administration Bush. Heureusement, la Cour suprême des Etats-Unis a confirmé, en juin, la portée de cette loi, qui permet aux victimes de violations de droits humains de demander des réparations devant les tribunaux états-uniens.

*Vers un développement Solidaire N° 178*

**CAMPAGNE CLEAN CLOTHES** La DB a relayé la campagne internationale «Jouez le jeu pour les JO - Respectez les droits des travailleuses de l'industrie des articles de sport!» Menée dans plus de 50 pays, elle a été portée par la Campagne Clean Clothes, Oxfam et le réseau de syndicats Global Unions. Près de 5200 signataires de Suisse (plus d'un demi-million dans le monde) demandent au Comité international olympique d'user de son influence pour garantir le respect des droits des travailleuses et des travailleurs de l'industrie des articles de sport. Le CIO a, jusqu'à présent, refusé d'admettre sa responsabilité. Il a délégué la question aux comités nationaux ou aux comités d'organisation des JO.

*Vers un développement Solidaire N° 177*